



L'association Négawatt décrit sa révolution énergétique

Par Jade Lindgaard

Article publié le jeudi 29 septembre 2011

Sortie du nucléaire en 2033, parvenir à presque 100% d'énergies renouvelables en 2050, deux fois moins d'émissions de CO2 en 2030, restriction de l'utilisation des énergies fossiles à quelques industries. Science-fiction ? Non, révolution ! Énergétique celle-là et décrite dans un petit livre vert qui paraît ce jeudi 29 septembre: sous une forme très empirique, il s'agit d'un scénario énergétique pour les quarante prochaines années.

L'association Négawatt, collectif unique en son genre de spécialistes écologistes de l'énergie, publie son analyse prospective et ses propositions pour une transition du modèle français (**une première synthèse est à lire ici**). Ce nouveau scénario Négawatt – **le précédent** datait de 2003, actualisé en 2006 – promet de devenir la référence incontournable des écologues, et par conséquent d'une partie des socialistes – puisque les deux familles politiques ont monté des groupes de travail communs sur le sujet – pour la présidentielle de 2012.

Aussi surprenant que cela puisse paraître quatre ans après le lancement du Grenelle de l'environnement, Négawatt est la seule association indépendante, dans l'Hexagone, à produire ce travail de prospective. Une anomalie si on compare cette situation au foisonnement de think tanks spécialisés en transition énergétique dans le reste de l'Europe. D'où l'importance de ce scénario 2011 qui sera le contrepoint citoyen des estimations que **la commission Besson doit rendre début 2012** sur l'évolution du modèle énergétique national.

Pour cette présentation du 29 septembre, plus de 400 personnes se sont inscrites, dont des représentants d'EDF, Areva et des ministères de l'écologie et de l'énergie. En 2006, ils n'étaient que 150. Entre-temps,

s'est produit l'accident de Fukushima, et l'annonce de la sortie du nucléaire de l'Allemagne, de l'Italie et de la Suisse.

«Changement de société»

Que nous apprennent les experts de Négawatt ?

- D'abord, que le problème n'est pas de rester ou de sortir du nucléaire, mais de repenser nos usages de l'énergie. Une démarche « *bottom-up* » insiste Thierry Salomon, président de Négawatt, c'est-à-dire qui part de l'observation de la consommation des ménages et des industries pour en tirer des conclusions à l'échelle macro. Or l'étude de cette consommation finale dévoile un énorme « *gisement d'économie d'énergies* » : les Français pourraient dépenser beaucoup moins d'électricité, de gaz et d'essence en conservant le même confort de vie. Pour y parvenir, Négawatt prône la « *sobriété* » (apprendre à moins consommer : moins prendre sa voiture, éteindre ses appareils ménagers au lieu de les laisser en veille...), et l'« *efficacité* » (par les progrès technologiques sur les appareils : réfrigérateurs plus économes, limitation de vitesse sur les voitures, fixation de seuils maximums pour les logements...). Plus la demande s'abaissera, plus les énergies renouvelables pourront prétendre la satisfaire.
- Autre enseignement, les économies les plus substantielles peuvent être réalisées dans le bâtiment, secteur résidentiel (logements) et tertiaire (bureaux) : plus de 600 TWh d'économies en 2050 par rapport au scénario tendanciel, grâce à l'amélioration massive des performances énergétiques du bâti (pour arriver à une moyenne de 40 kWh par m2 et par an), et l'optimisation des systèmes de chauffage. La rénovation des bâtiments est ainsi l'une des clés du scénario. A terme, ce sont 750.000 logements et 3,5% des surfaces du tertiaire qui seront concernés chaque année, prédisent les experts. Petit à petit, c'est tout notre système de chauffage qui sera bouleversé : le chauffage électrique direct par convecteur devrait disparaître, ainsi que le fioul, le gaz butane et le propane, au profit du bois, du chauffage au gaz sur le réseau, des pompes à chaleur électrique et du solaire thermique.



- Pour les transports, le futur n'est pas forcément au tout voiture électrique, qui nécessiterait beaucoup d'électricité (pour recharger toutes les batteries le soir dans les garages) et ne bénéficierait pas d'une immense autonomie de circulation. En revanche, voitures en milieu péri-urbain et rural, ainsi que les bus, pourraient rouler au « gaz naturel véhicule » (GNV), alimenté par le biogaz et le gaz de synthèse. Ce type de véhicules pourraient représenter à terme plus de 60% des déplacements automobiles.

«Le plus gros gisement d'énergie, c'est celle que l'on peut économiser»

- D'où l'enjeu primordial du gaz. Négawatt propose de relocaliser la production de gaz en développant le biogaz (d'origine végétale, issu de la fermentation), soit le méthane, et les gaz de synthèse fabriqués à partir de dioxyde de carbone et d'hydrogène, selon le procédé appelé « méthanisation », c'est-à-dire la production de méthane synthétique. Des expériences poussées se tiennent aujourd'hui en Allemagne. L'un des intérêts de cette technologie est qu'elle recycle les rejets de CO2 de gros sites industriels (électricité, métallurgie, papier...). Cette reconfiguration de notre consommation de gaz – qui utiliserait le réseau tel qu'il existe aujourd'hui – permettrait une flexibilité inédite et donc une sécurité d'approvisionnement : en gros, les gaz se promenant dans les tuyaux sous nos pieds pourraient

servir soit à chauffer, soit à faire avancer les voitures, soit à produire de l'électricité, palliant ainsi l'irrégularité de production du photovoltaïque et de l'éolien. « *C'est une entrée vers un changement de société* », sourit Thierry Salomon, « *il faut réfléchir à toute une transition énergétique, et pas seulement au nucléaire et à l'électricité.* »

Le terme « *négawatt* » vient du chercheur **Amory Lovins** qui l'utilisa la première fois dans un article au début des années 1990. Jeu de mot entre « *mégawatt* », l'unité de mesure de l'énergie, et l'idée de watts « *négatifs* », « *c'est une expression géniale qui permet de rendre visible ce qui est invisible : que le plus gros gisement d'énergie, c'est celle que l'on peut économiser* », ajoute Thierry Salomon.

L'association s'est créée en 2001. Elle est composée d'ingénieurs, d'experts en conseil, de personnalités proches du milieu associatif ainsi que de quelques fonctionnaires et militants d'ONG dont l'identité est tenue secrète. Ils forment le cœur de la (petite) machine Négawatt, réunis dans un groupe où l'on n'entre que par cooptation : les « *compagnons de Négawatt* » qui se retrouvent lors d'un banquet annuel. Cet entre-soi assumé, parfois mâtiné d'une forme de discrimination positive (« *recherche femmes, jeunes et sociologues* »...), leur permet un fonctionnement en AG, sur le mode du consensus, et à distance. Ce front pionnier de la transition énergétique est aussi un laboratoire de démocratie participative.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Directrice général : Marie-Hélène Smiéjan

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 1 538 587,60€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil de direction : François Bonnet, Jean-Louis Bouchard, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa ; Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 80 ou 01 90

Propriétaire, éditeur et prestataire des services proposés sur ce site web : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 1 538 587,60 euros, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.